



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

***Défis et possibilités à long terme :
capacité concurrentielle future
et prospérité du secteur de
l'agriculture et de
l'agroalimentaire***

*Groupe de travail FPT sur l'analyse économique
Rapport d'étape
Présenté aux SMA FPT
Février 2006*

Publication : 10570F
ISBN : 978-0-662-08108-1
Catalogue : A38-4/14-2005F-PDF
Projet : 05-101-r

Avant-propos

- Le présent rapport a été préparé par le groupe de travail (GT) fédéral/provincial/territorial (FPT) sur l'analyse économique à la demande des sous-ministres adjoints (SMA) FPT dans un effort visant à étudier les défis et les possibilités provenant des tendances et des facteurs qui touchent la prospérité et la capacité concurrentielle à long terme du secteur
- Le rapport constitue une compilation de données et d'information qui présente un aperçu du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ainsi que des défis auxquels le secteur fait face et des possibilités qui s'offrent à lui
- Ce rapport est le premier d'une série de rapports que le GT présentera aux SMA lors des réunions FPT dans le cadre du processus de rédaction de son rapport final. Il constitue donc du travail en cours, qui sera élargi à mesure que davantage d'information sera analysée



Section 1

**Le secteur de l'agriculture
et de l'agroalimentaire**



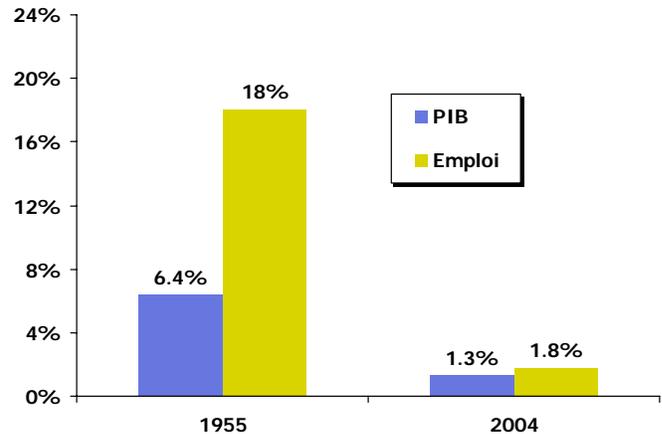
Résumé

- Il est important de bien comprendre l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire au moment d'élaborer les politiques
- L'agriculture primaire ne représente qu'une petite partie de l'économie canadienne, mais elle est intégrée à une chaîne d'approvisionnement agroalimentaire complexe
- L'importance économique du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie d'une province à l'autre, et elle est très élevée pour les économies de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Saskatchewan
- Au Canada, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est devenu de plus en plus axé sur le consommateur, et il dépend grandement des échanges commerciaux
- La capacité concurrentielle internationale est importante pour l'industrie, et l'amélioration de la capacité concurrentielle de l'industrie doit continuer afin d'accroître la productivité et de s'adapter aux développements du marché
- L'industrie fait face à plusieurs défis :
 - ❖ Les progrès technologiques ont entraîné une croissance continue de la production agricole mondiale et une baisse à long terme du prix réel des produits
 - ❖ Les exportations provenant des nouveaux producteurs à faible coût continuent d'augmenter
 - ❖ Le prix réel des produits continue de baisser alors que le prix réel des intrants demeure relativement stable
 - ❖ Les facteurs macroéconomiques comme l'appréciation du taux de change et l'augmentation du prix de l'énergie contribuent également aux pressions exercées sur le secteur
 - ❖ Les mesures de la rentabilité globale de l'exploitation agricole, comme le revenu agricole net, ont subi une tendance à la baisse
- La combinaison de ces facteurs a créé un besoin d'ajustement structurel :
 - ❖ Dans l'ensemble, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire contribue toujours de façon importante à la croissance économique du Canada, et la plupart de ses composantes connaissent une croissance
 - ❖ De nombreux sous-secteurs ont été en mesure de s'ajuster aux changements grâce à la rationalisation et à l'innovation et continueront à le faire

Diminution constante de la place qu'occupe l'agriculture primaire au sein d'une chaîne d'approvisionnement complexe, intégrée et en évolution

- On constate une baisse importante de l'apport relatif du secteur agricole au PIB et à l'emploi
- La valeur de la production agricole en chiffres absolus a triplé de 1961 à 2004. Au cours de la même période, par contre, l'économie globale du Canada a crû à un rythme plus rapide (elle a sextuplé), menée par la croissance des secteurs des hautes technologies et des services
- La contribution de l'agriculture primaire au PIB total et à l'emploi a diminué, passant de 6,4 % et de 18 % en 1955 à 1,3 % et à 1,8 % respectivement en 2004

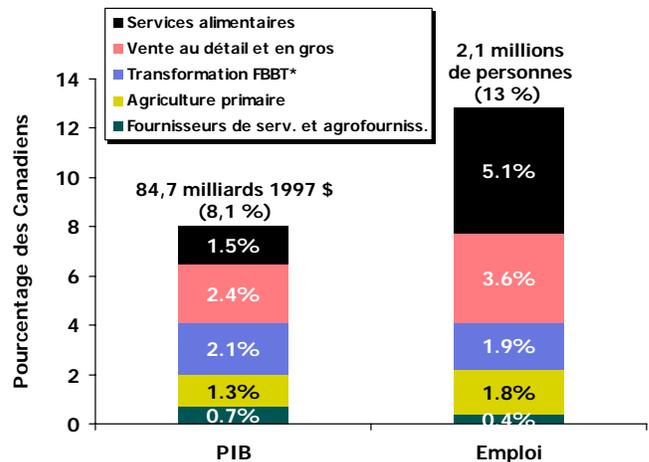
Tableau 1.1
Part de l'agriculture primaire dans l'économie canadienne (1955 et 2004)



Sources : Statistique Canada et données d'AAC

- Par contre, dans l'ensemble, l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire contribue toujours de façon importante à la croissance économique du Canada. Elle fournit 8,1 % du PIB total et représente 13 % des emplois créés

Tableau 1.2
Contribution du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire à l'emploi et au PIB (2004)



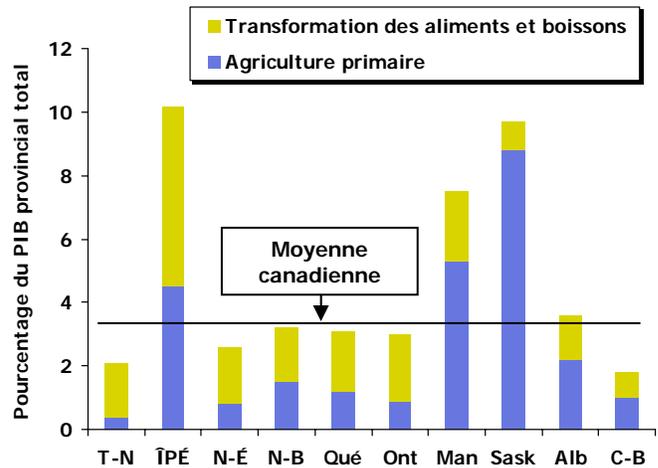
*FBBT est la transformation des boissons et du tabac

Sources : Statistique Canada et données d'AAC

L'importance économique du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province

- L'importance économique relative du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province. Par exemple, le PIB provenant de l'agriculture et de l'agroalimentaire représente un pourcentage plus élevé de l'économie provinciale à l'Île-du-Prince-Édouard (10,2 %) et en Saskatchewan (9,7 %), mais un pourcentage moindre en Colombie-Britannique (1,9 %) et en Nouvelle-Écosse (2,6 %)

Tableau 1.3
Apport du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au PIB provincial (2003)



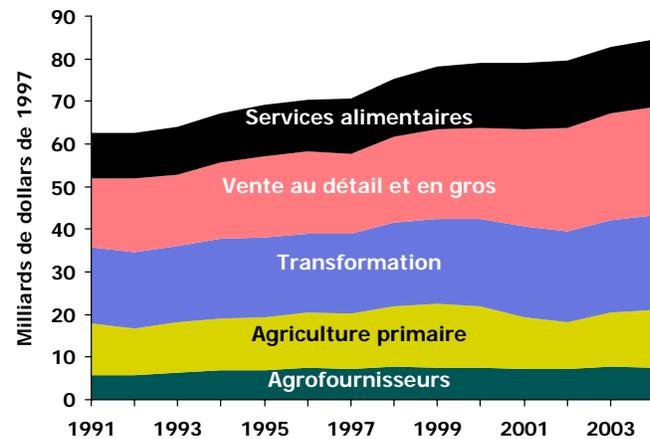
Sources : Conference Board du Canada et Statistique Canada

Remarque : la moyenne canadienne comprend également le traitement du tabac

Les segments ascendants et descendants du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont connu une croissance rapide

- L'apport total au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté de 1991 à 2004, passant de 63 milliards à 85 milliards de dollars, lorsqu'on le mesure en chiffres réels
- Cette hausse est attribuable aux augmentations dans l'ensemble du secteur de la chaîne de valeur
- L'agriculture primaire a connu un certain déclin en ce qui a trait au PIB en 2001 et en 2002, ce qui est attribuable à l'importante sécheresse des Prairies, ainsi qu'en 2003 et en 2004 à la suite de l'ESB
- Les secteurs de la vente au détail et en gros et des services alimentaires ont connu une croissance économique annuelle moyenne de 4,5 % et de 3,6 %, respectivement, entre 1991 et 2004
- Les agrofournisseurs et le secteur de la transformation ont aussi connu une croissance économique, quoique plus lente, de 2,5 % et de 1,9 %, respectivement, entre 1991 et 2004

Tableau 1.4
Apport du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au PIB (1991-2004)

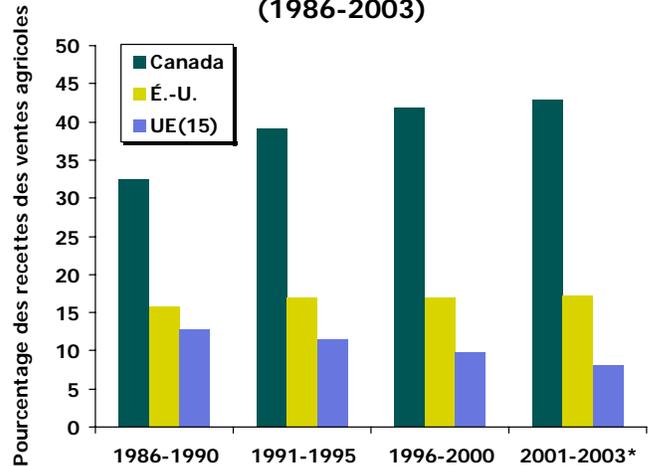


Sources : Statistique Canada et données d'AAC

L'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire est grandement axée sur les échanges commerciaux

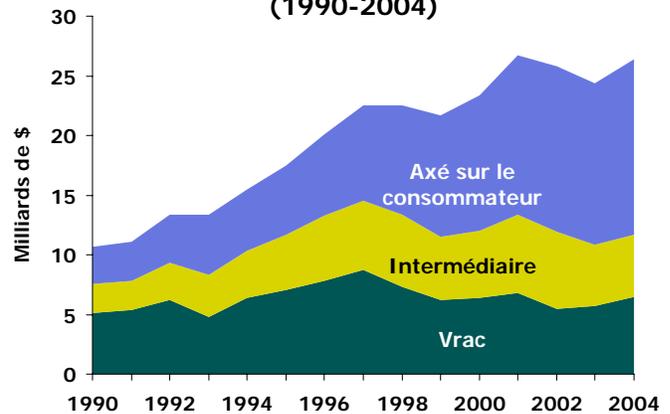
- Le ratio entre les ventes à l'exportation et les recettes agricoles a toujours été plus élevé au Canada qu'aux États-Unis ou au sein de l'Union européenne (15)
- Au fil du temps, cette part a augmenté au Canada, mais est demeurée relativement stable aux États-Unis et au sein de l'Union européenne (15), ce qui met l'accent sur l'importance accrue des échanges commerciaux pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire
- Le secteur est devenu de plus en plus axé sur le consommateur, ce qui a entraîné une forte croissance des ventes à l'exportation des produits à valeur ajoutée, qui comprennent les exportations axées sur le consommateur et intermédiaires
- La part du total des ventes à l'exportation qu'occupent les produits à valeur ajoutée est passée de 52 % en 1990 à environ 80 % en 2004
- L'appréciation du taux de change de l'argent canadien par rapport à l'argent américain depuis le milieu de 2003, combinée à la crise de l'ESB qui a touché les exportations de boeuf de 2003 à 2005, a entraîné certaines réductions des exportations de produits agroalimentaires
- L'industrie canadienne de traitement des boissons et des aliments est devenue de plus en plus axée sur l'exportation depuis le milieu des années 1990, contribuant ainsi à la croissance des exportations à valeur ajoutée

Tableau 1.5
Coefficient des recettes agricoles à l'exportation au Canada, aux États-Unis et au sein de l'Union européenne (15) (1986-2003)



Sources : Statistique Canada et données d'AAC
*La moyenne UE(15) est seulement disponible pour 2001-2002

Tableau 1.6
Ventes à l'exportation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (1990-2004)

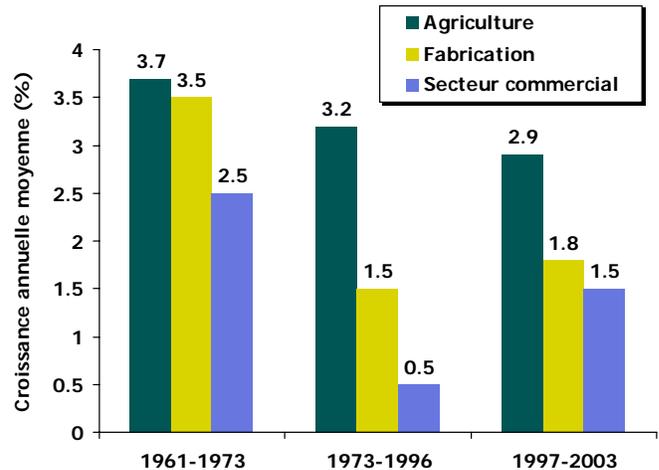


Sources : Statistique Canada et données d'AAC

L'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire a connu une forte croissance de sa productivité par le passé

- La croissance de la productivité et les progrès technologiques ont contribué à la capacité concurrentielle du secteur canadien de l'agriculture
- Le secteur de l'agriculture primaire a connu une croissance rapide de sa productivité au cours des quarante dernières années, mais a ralenti depuis quelques années
- La productivité multifactorielle de l'agriculture a connu une augmentation annuelle moyenne de 2,9 % entre 1997 et 2003, ce qui est toujours plus élevé que dans les secteurs de la fabrication et commercial

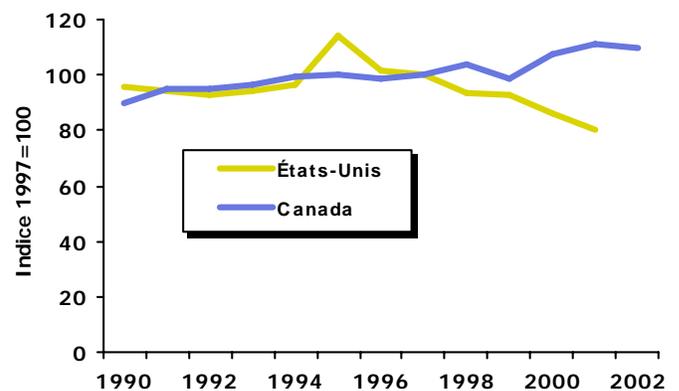
Tableau 1.7
Productivité multifactorielle par secteur, Canada (1961-2003)



Source : Statistique Canada

- La croissance de la productivité multifactorielle du traitement des aliments a été davantage alignée sur les autres secteurs, s'établissant à 1,8 % par année de 1997 à 2003
- En règle générale, la croissance de la productivité du travail au Canada dans le secteur du traitement de l'agriculture et de l'agroalimentaire se compare de façon favorable à celle des États-Unis depuis 1997
- La productivité du travail en agriculture a crû de 23 % au Canada, mais seulement de 15 % aux États-Unis depuis 1997. Pour ce qui est du traitement des aliments et des boissons, elle a connu une croissance de 9 % au Canada, mais a diminué aux États-Unis de 1997 à 2001

Tableau 1.8
Productivité du travail dans l'industrie des aliments, des boissons et du tabac* (1990-2002)



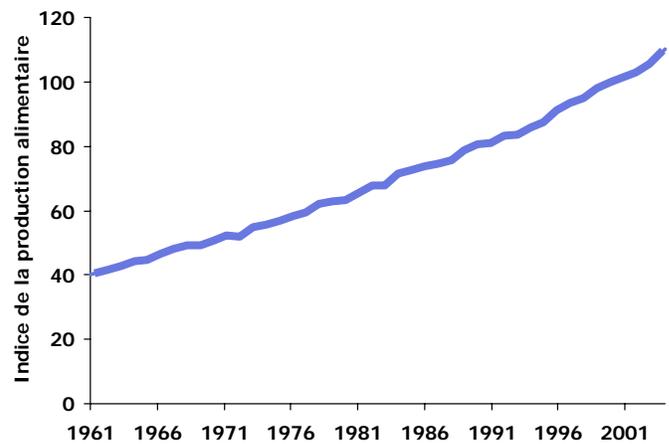
* Valeur ajoutée par travailleur

Sources : Indicateurs STAN de l'OCDE, 2004 et AAC

Les progrès technologiques ont aussi entraîné une croissance continue de la production agricole mondiale et une baisse à long terme du prix réel des produits

- L'indice de la production agricole mondiale a augmenté d'environ 80 % au cours des vingt dernières années

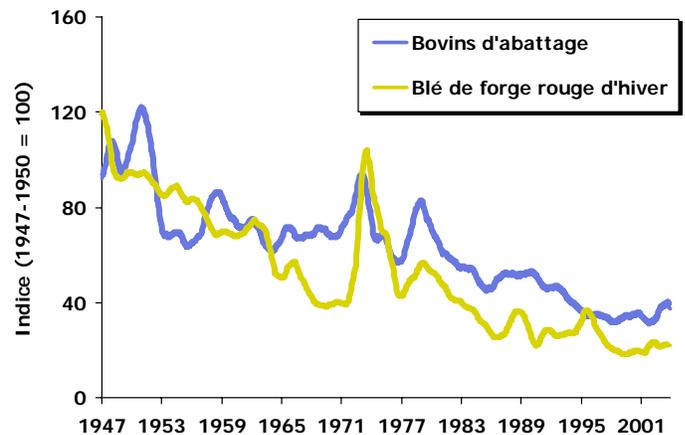
Tableau 1.9
Indice de la production agricole mondiale, monde entier (1999-2001=100)



Source : FAO

- Une tendance à la baisse du prix réel des produits a été observée pour la plupart des produits

Tableau 1.10
Indice du prix du blé de forge rouge d'hiver et bovins d'abattage

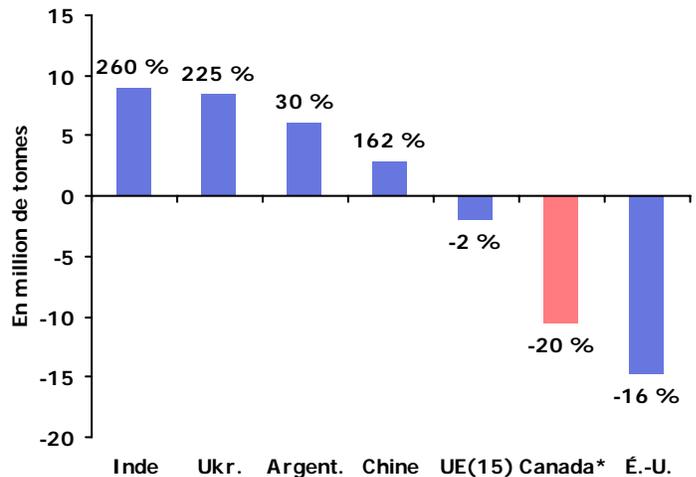


Sources : U.S. Bureau of Labour Statistics et données d'AAC

Les exportations provenant des nouveaux producteurs à faibles coûts continuent d'augmenter

- Les exportateurs à faible coût émergents ont commencé à prendre la place des pays développés comme le Canada, les États-Unis et l'Union européenne(15) sur leurs marchés traditionnels d'exportation
- Par exemple, les exportations canadiennes de blé et de farine ont connu une baisse de 20 % de 1995 à 1997 et de 2001 à 2003 alors qu'on constatait une hausse importante pour la plupart des nouvelles économies
- La sécheresse connue dans l'ouest du Canada en 2001 et en 2002 a contribué à diminuer la production de blé au Canada

Tableau 1.11
Croissance des exportations de blé et de farine, (1995-1997 à 2001-2003)

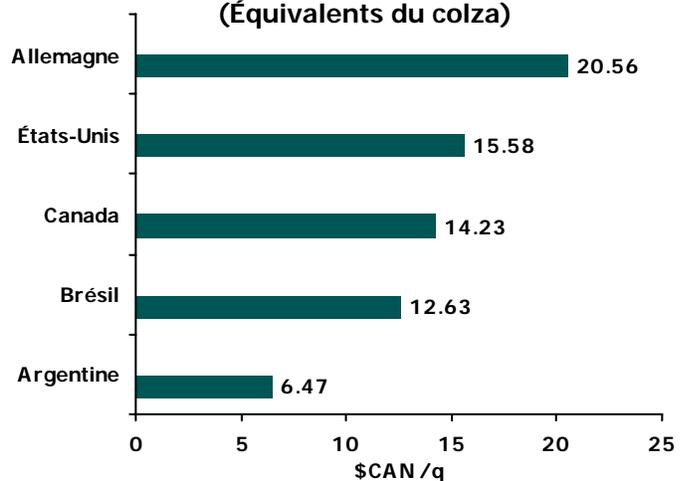


Source : FAOSTAT

*Au Canada, la production de blé a diminué de 24 % de 1995 à 1997 et de 2001-2003 en raison de la sécheresse

- De nombreux pays en développement, comme le Brésil et l'Argentine, constituent des producteurs à faible coût de produits agricoles et une nouvelle source de concurrence pour les producteurs du Canada
- Par exemple, le coût unitaire de production du soja en Argentine est de moins de 50 % du coût de production du canola au Canada

Tableau 1.12
Coûts de production des oléagineux au Brésil, en Argentine, au Canada, aux États-Unis et en Allemagne (1999) (Équivalents du colza)

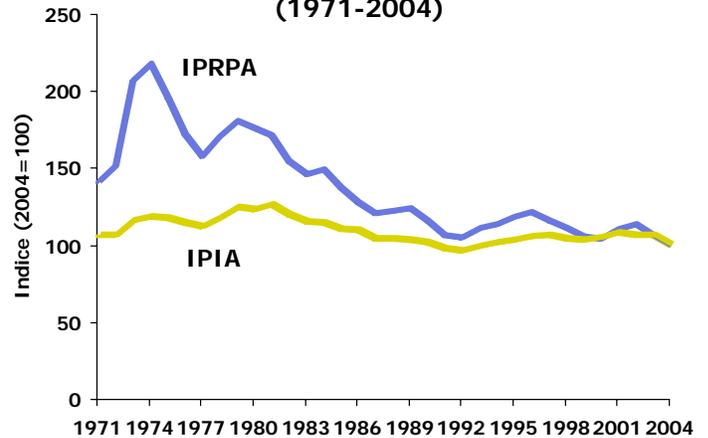


Source : IFCN Allemagne

Alors que le prix réel des produits continue de baisser, le prix réel des intrants demeure relativement stable

- En termes réels, le prix des produits agricoles est à la baisse alors que le prix des intrants agricoles se maintient, ce qui entraîne un resserrement des marges de profit
- L'augmentation du prix de l'énergie en 2005 a entraîné des pressions accrues sur le prix des intrants

Tableau 1.13
Indice des prix réels des produits agricoles (IPRPA) et indice des prix des intrants agricoles (IPIA)* (1971-2004)



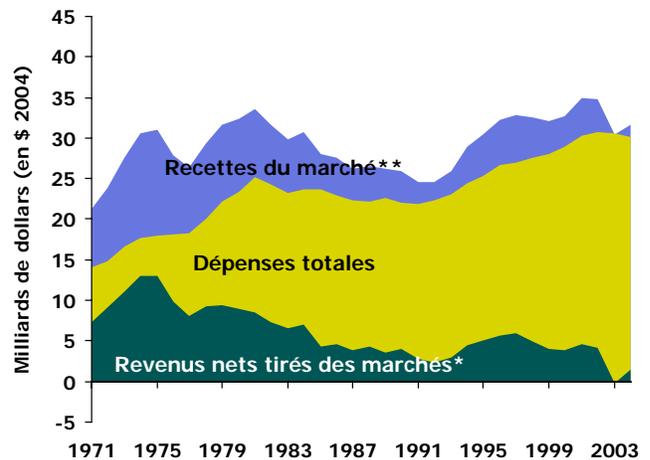
Sources: Statistique Canada, Conference Board du Canada et données d'AAC

*L'IPIA et l'IPIA sont normalisés à l'aide du déflateur du PIB

Remarque : Les données ne tiennent pas compte des récentes augmentations des prix du pétrole.

- Même si les recettes du marché continuent d'augmenter (en chiffres absolus) grâce à une augmentation de la production, les dépenses agricoles totales, elles, augmentent à un rythme plus rapide, ce qui crée une tendance à la baisse des revenus nets tirés des marchés

Tableau 1.14
Revenus nets tirés des marchés et dépenses (1971-2004)



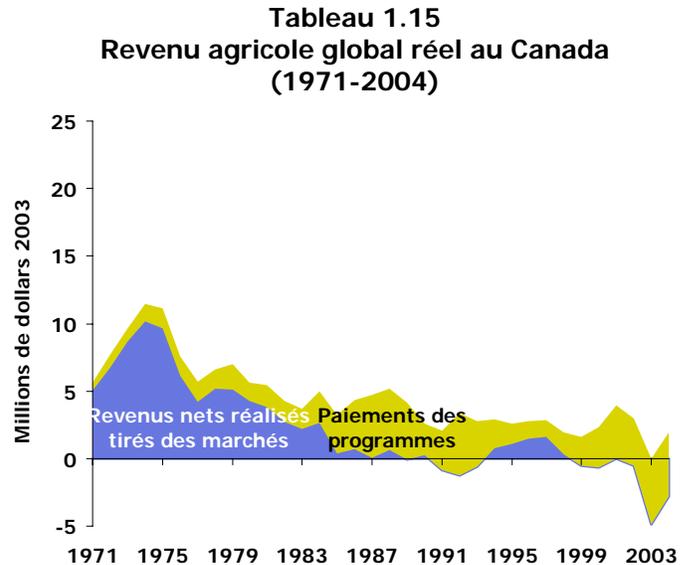
*Les revenus nets tirés des marchés sont calculés avant la dépréciation

**Les recettes du marché sont les encaissements moins les paiements du programme

Sources : Statistique Canada et données d'AAC

Les revenus nets globaux réels réalisés ont eu tendance à diminuer au fil du temps

- Les revenus nets réalisés, qui comptent dans la dépréciation, ont diminué depuis le début des années 1970
- Même si les paiements des programmes ont augmenté de façon importante depuis le milieu des années 80, les revenus agricoles nets réalisés ont continué de diminuer
- La comparaison avec le début des années 1970, alors que les marchés des produits ont été déstabilisés par des chocs inhabituels (p. ex. un achat de grains important et inattendu de la Russie) exagère le déclin à long terme

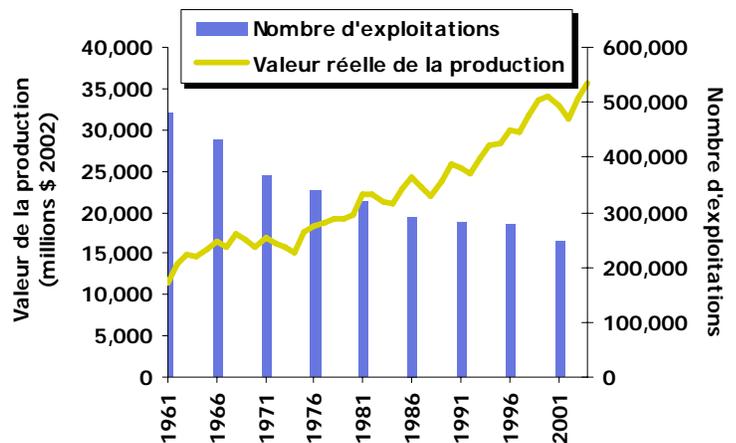


Source : Statistique Canada

La combinaison de ces forces a créé un besoin pressant d'ajustement structurel

- Les progrès technologiques entraînent des économies d'échelle et une taille accrues. Cela permet donc, au fil du temps, à un plus petit nombre d'exploitations plus grandes d'augmenter leur production
- Le nombre d'exploitations agricoles au Canada est passé de 500 000 en 1961 à environ 250 000 en 2001 alors que la taille moyenne des fermes est passée d'environ 359 acres en 1961 à 676 acres en 2001
- La valeur de la production en chiffres absolus a aussi augmenté, passant d'environ 12 milliards de dollars en 1961 à environ 35 milliards en 2001

Tableau 1.16
Valeur de la production agricole*
et nombre d'exploitations
(1961-2004)

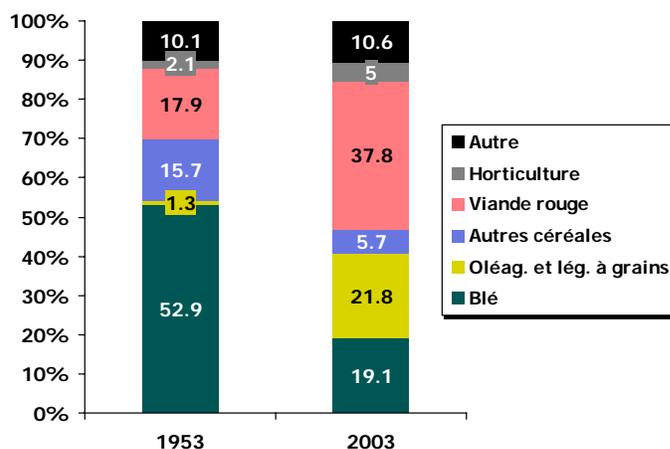


*La valeur de la production correspond aux encaissements, y compris les paiements de programme et les revenus en nature
 Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture et Statistiques économiques agricoles

Les fluctuations ont aussi entraîné une modification importante de la gamme de production du secteur de l'agriculture primaire, particulièrement dans les Prairies

- La gamme de production a subi une modification importante au cours des cinquante dernières années, particulièrement dans les Prairies
- De 1953 à 2003, l'importance de la viande rouge, des oléagineux et des produits d'horticulture a crû à mesure que le secteur s'est diversifié

Tableau 1.17
Part des encaissements, provinces des Prairies
(1953 et 2004)



Sources : Statistique Canada et données d'AAC

Les élevages porcins illustrent parfaitement la transformation qui s'opère vers des exploitations plus grandes et très spécialisées

- Les élevages porcins sont le parfait exemple d'une industrie transformée par le progrès technologique et l'augmentation de la production
- Le nombre d'élevages de porcs a diminué entre 1971 et 2001, passant de 122 000 à 16 000. Parallèlement, la taille moyenne des exploitations (nombre de porcs par élevage) a augmenté, passant de 66 à 902 bêtes par ferme
- La spécialisation a également entraîné des transformations dans le domaine de l'élevage porcine. En effet, les producteurs de porcs sont de plus en plus spécialisés et passent de l'élevage mixte à l'élevage spécialisé dans la mise-bas, l'engraissement ou les opérations de finissage
- La prestation extérieure des services et l'intégration verticale ont entraîné une importante modification des relations entre les producteurs de porcs et le reste de la chaîne de production

Tableau 1.18
Transformation des élevages porcins
(1971 à 2001)

	1971	2001
Nbre d'exploit. (en milliers)	122,5	15,5
Taille de l'exploitation (Nb de porcs par élevage)	66	902
Taille du troupeau global (en millions)	8,1	14,0
Modèle d'entreprise	Fermes mixtes (de la mise-bas au porc adulte)	Fermes spécialisées dans la mise-bas, l'engraissement ou les opérations de finissage
Intégration verticale	Plus de 90 % sur le marché au comptant	Plus de 90 % à contrat

Sources : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture et données d'AAC

- Le secteur de la production laitière a connu une transformation similaire en ce qui concerne le nombre d'exploitations
- Comme les vaches laitières produisent beaucoup plus qu'auparavant, le cheptel a été réduit de moitié
- La production laitière est limitée par la taille du marché intérieur, car les exportations sont restreintes

Tableau 1.19
Transformation des élevages laitiers
(1971 - 2001)

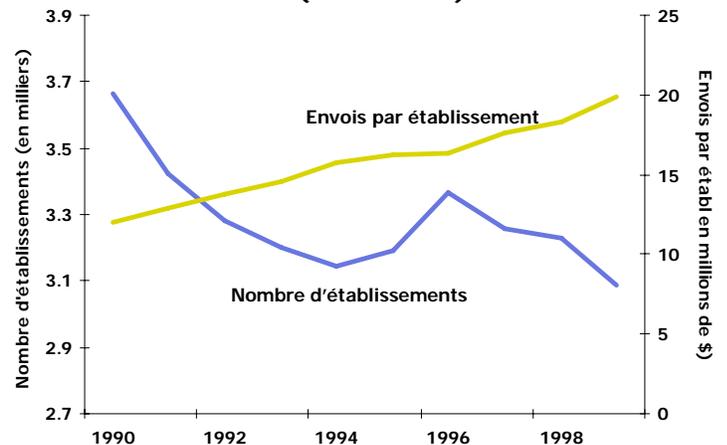
	1971	2001
Nombre d'exploitations (en milliers)	145,3	21,9
Taille des exploitations (nombre de bêtes par ferme)	16	48
Taille de l'ensemble du cheptel (en millions)	2.2	1.1

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture

Des tendances similaires ont aussi eu une incidence sur d'autres segments de la chaîne agroalimentaire

- Le nombre d'établissements diminue alors que la moyenne des envois augmente
- Alors que le nombre d'établissements diminue, l'envergure des opérations croît
- L'industrie du traitement des aliments et des boissons a subi des changements structurels dans les années 1990 et est devenue de plus en plus axée sur les exportations en raison de la mondialisation et de l'intégration accrue du marché Nord-Américain
- L'emplacement des établissements de transformation a changé, et davantage d'usines de transformation de la viande sont déménagées au Manitoba et en Alberta
- En 2001, la concentration de l'industrie, calculée selon le pourcentage des envois réalisés par les quatre plus importants établissements de transformation, était à son plus haut niveau dans les secteurs de la trituration des oléagineux (100 %) et du sucre et des confiseries (98 %) (Harrison et Rude, 2004)

Tableau 1.20
Structure du secteur de la transformation
des aliments et des boissons
(1990-1999)



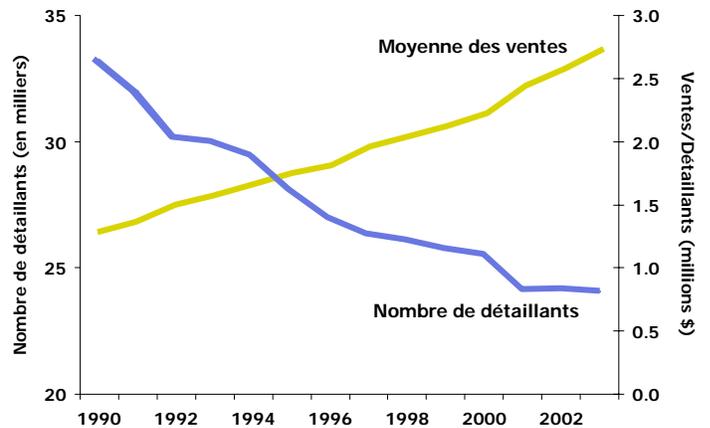
Remarque : Les données ont été ajustées pour exclure les boulangeries au détail

Source : Statistique Canada

Le regroupement et la concentration des détaillants de produits alimentaires ont aussi augmenté

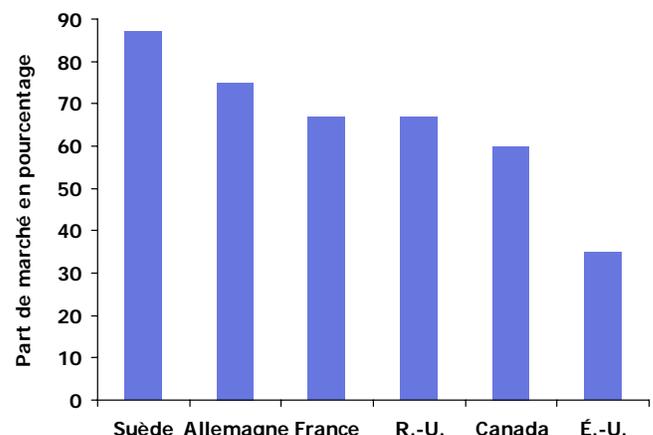
- Le nombre de détaillants de produits alimentaires a diminué, passant d'environ 32 000 en 1990 à moins de 25 000 en 2003
- La moyenne des ventes par détaillant a plus que doublé au cours de la même période
- L'industrie canadienne de la vente de produits alimentaires au détail a également subi de grands changements structurels au début des années 1990
- En 2005, il ne restait que quatre chaînes importantes de supermarchés au Canada (c.-à-d. Loblaws, Sobey's, Safeway et Metro)
- Le regroupement et la consolidation sont des tendances observées à l'échelle internationale, dans différents pays, dans le domaine de la vente au détail des produits alimentaires
- La part de marché des cinq principaux détaillants en alimentation de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord a augmenté au cours des cinq dernières années
- Au Canada, la concentration des détaillants de produits alimentaires est toujours moins importante que dans certains pays de l'Union européenne
- Bien que l'industrie de la vente de produits alimentaires au détail soit devenue de plus en plus concentrée, il y a également eu une augmentation de la concurrence provenant des détaillants non traditionnels vendant des aliments comme les pharmacies, les dépanneurs et les magasins à grande surface (p. ex. Costco)

Tableau 1.21
Structure du secteur de la vente au détail (1990-2003)



Source : Statistique Canada

Tableau 1.22
Part du marché des cinq principaux détaillants en alimentation



Sources : Dobson Consulting (1999) et ministère américain de l'Agriculture (USDA)

Section 2

**Écarts entre les
exploitations familiales
agricoles au chapitre du
rendement et des
stratégies commerciales**



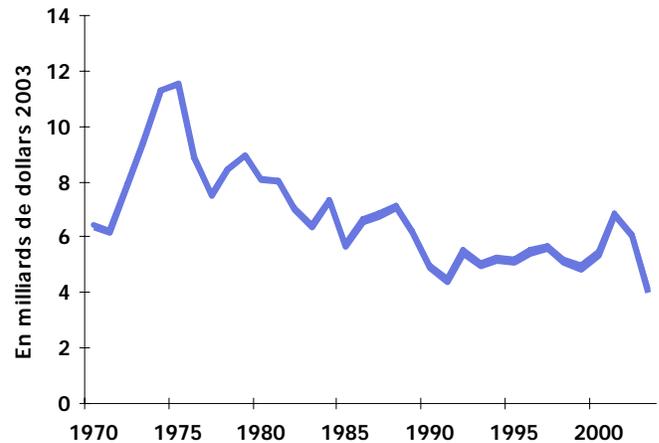
Résumé

- Le revenu agricole global réel est à la baisse, alors que le rendement des exploitations agricoles et des familles agricoles de différentes tailles a varié
- On constate des écarts au chapitre du rendement économique et des stratégies commerciales selon le revenu agricole, le revenu d'appoint et le montant des paiements de programme par type d'exploitation
- Comme les familles agricoles n'ont pas toutes les mêmes objectifs ou la même envergure d'exploitation, la typologie des exploitations agricoles nous permet d'analyser les écarts de rendement entre des exploitations d'une même catégorie
- Au cours des trente dernières années, le nombre d'exploitations agricoles dont le revenu est supérieur à 250 000 \$ a augmenté de façon significative
- On retrouve moins d'exploitations de retraités et d'exploitations à faible revenu parmi les exploitations ayant les plus importants revenus
- Les fermes d'agrément et celles à faible revenu accusent un déficit au chapitre des ventes agricoles nettes, car leurs dépenses sont supérieures à leurs revenus
- Les familles agricoles diversifient leurs sources de revenu à des degrés divers, les revenus d'appoint étant plus élevés pour les exploitations de retraités et les fermes d'agrément

Le revenu agricole global réel est à la baisse, alors que le rendement des exploitations agricoles et des familles agricoles de différentes tailles a varié

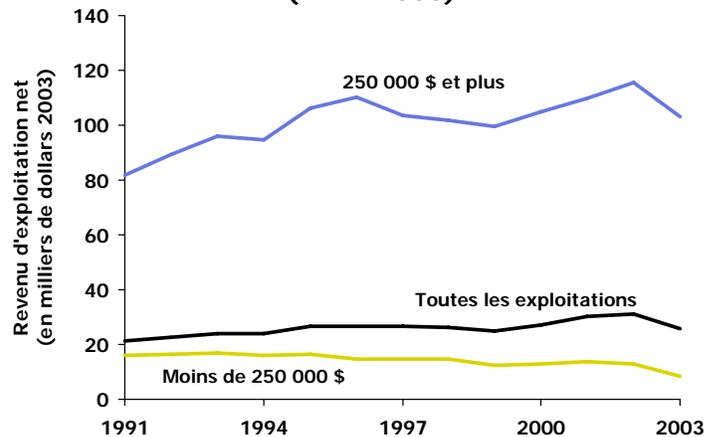
- La tendance à la baisse du revenu agricole global reflète l'évolution des conditions du marché
- Le revenu agricole global réel masque les différences de rendement des exploitations agricoles et constitue un indicateur peu fiable de la situation de leur revenu agricole par rapport aux autres exploitations de même taille et à l'ensemble des exploitations
- Pour ce qui est des exploitations dont les ventes sont élevées, le revenu moyen, qui se situe au-delà de la moyenne, est en hausse, alors que dans le cas des petites exploitations agricoles, le revenu moyen, qui est inférieur à la moyenne, est à la baisse

Tableau 2.1
Revenu monétaire net global
(1970-2003)



Sources : Statistique Canada et Statistiques économiques agricoles

Tableau 2.2
Revenu d'exploitation net* par exploitation agricole
(1991-2003)



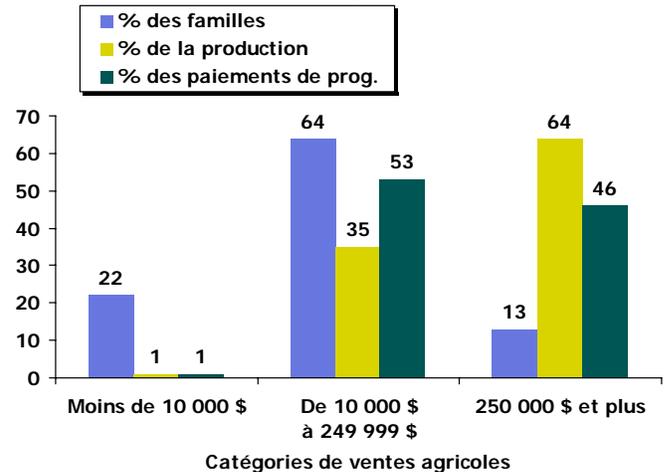
* Le revenu d'exploitation net est le terme utilisé pour mesurer le revenu agricole brut moins les dépenses dans la Base de données complète sur les exploitations agricoles et exclut la couverture des exploitations dont le revenu est inférieur à 10 000 \$.

Source : Statistique Canada, Base de données complète sur les exploitations agricoles

On constate des différences parmi les exploitations agricoles et les familles agricoles au chapitre de la stratégie commerciale et du rendement économique selon la taille de l'exploitation

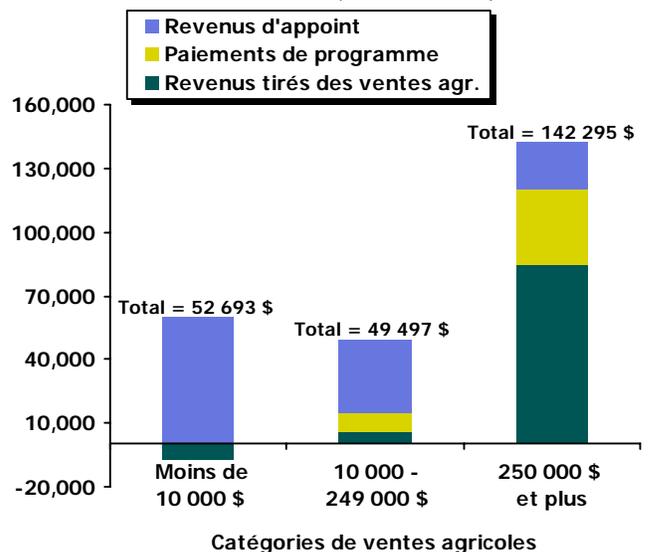
- Les exploitations agricoles dont le revenu est d'au moins 250 000 \$ représentaient 13 % des exploitations, mais 64 % de la production en 2001
- Les exploitations agricoles dont le revenu est inférieur à 250 000 \$ représentaient près de 87 % des exploitations, mais seulement le tiers de la production
- On constate des écarts au chapitre du rendement économique et des stratégies commerciales selon le revenu agricole, le revenu d'appoint et le montant des paiements de programme par catégorie de revenu
- La grande partie des revenus des grandes exploitations agricoles (250 000 \$ et plus) provient des ventes agricoles; les revenus d'appoint ne représentent qu'une proportion relativement petite du total des revenus. Ce groupe a reçu, par tête, les sommes les plus importantes sous forme de paiements de programme
- Les exploitations agricoles dont le revenu se situe entre 10 000 \$ et 249 999 \$ dépendent en moyenne beaucoup des revenus d'appoint

Tableau 2.3
Répartition des familles agricoles et de la production (2000-2002)



Sources : Statistique Canada et données d'AAC

Tableau 2.4
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (2000-2002)

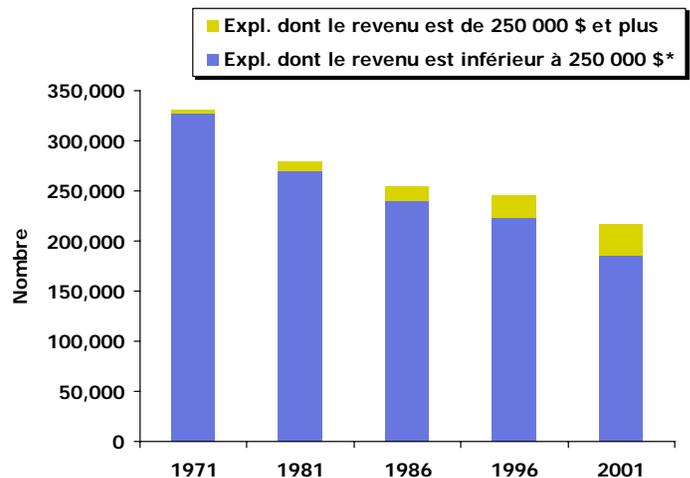


Sources : Statistique Canada et données d'AAC

Au cours des trente dernières années, le nombre d'exploitations agricoles dont le revenu est de 250 000 \$ et plus a augmenté de façon significative

- Alors que le nombre total d'exploitations agricoles dont le revenu est inférieur à 250 000 \$ a continué à diminuer, le nombre d'exploitations dont le revenu est de 250 000 \$ et plus a augmenté, passant de moins de 5 000 (1,3 %) en 1971 à plus de 30 000 (14 %) en 2001
- Ces exploitations dont le revenu est de moins de 250 000 \$ ont connu un déclin, passant de plus de 300 000 à moins de 200 000 au cours de la même période

Tableau 2.5
Nombre d'exploitations agricoles au Canada
(de 1971 à 2001)



* En dollars 2000 constants

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture

La typologie des exploitations agricoles nous permet d'analyser les écarts de rendement et de stratégie commerciale entre des exploitations d'une même catégorie de revenu

- Une analyse détaillée des exploitations agricoles d'une même catégorie permet de mieux comprendre les écarts de rendement et les différentes stratégies commerciales

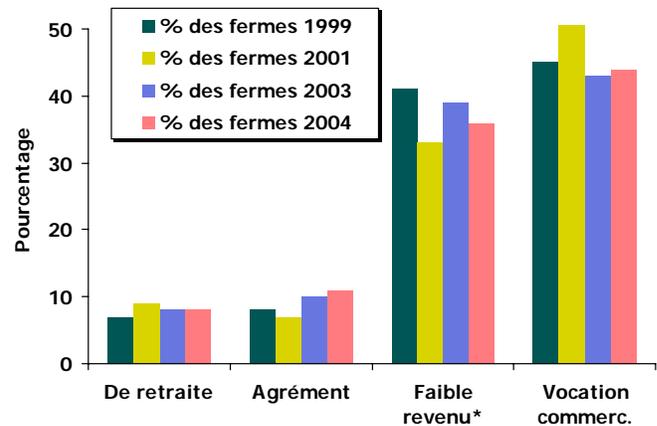
Tableau 2.6

		TYPOLOGIE	DÉFINITIONS
De 10 000 \$ à 249 999 \$	Exploitation commerciale	De retraite (petite)	Exploitations familiales agricoles (revenus entre 10 000 \$ et 249 999 \$). L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
		Agrément	Petites exploitations familiales agricoles (revenus de 10 000 \$ à 49 999 \$) et revenu d'appoint de 50 000 \$ et plus
		Petite	Revenus de 10 000 \$ à 49 999 \$
		Moyenne	Revenus de 50 000 \$ à 99 999 \$
		Grande	Revenus de 100 000 \$ à 249 999 \$
		À faible revenu (petite)	Revenu familial total inférieur à 35 000 \$
250 000 \$ et plus	Exploitation commerciale	De retraite (grande)	Identique à ci-dessus, mais avec un revenu de 250 000 \$ et plus L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
		Plus grande	Revenus de 250 000 \$ à 499 999 \$
		Très grande	Revenus de 500 000 \$ et plus
		À faible revenu (grande)	Revenu familial total inférieur à 35 000 \$

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie

- L'enquête financière sur les fermes (EFF), qui sert de source des données concernant la typologie des exploitations agricoles, couvre les fermes dont le revenu est de 10 000 \$ et plus
- La répartition des exploitations agricoles selon la typologie est demeurée sensiblement la même entre 1999 et 2004
- Le pourcentage le plus élevé d'exploitations agricoles demeure les exploitations commerciales. Elles sont suivies des exploitations à faible revenu

Tableau 2.7
Répartition des exploitations agricoles selon la typologie au Canada (1999, 2001, 2003 et 2005)



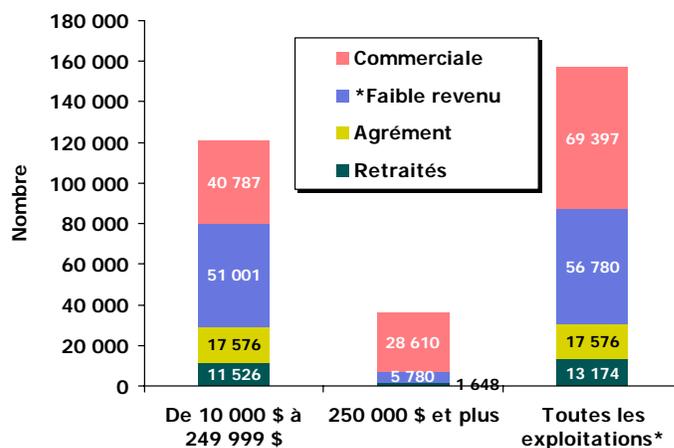
* Les exploitations dont le revenu familial agricole est inférieur à 35 000 \$.

Sources : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

Dans la catégorie des exploitations dont les ventes sont élevées, on trouve un moins grand nombre d'exploitations de retraités ou d'exploitations à faible revenu

- Parmi les exploitations dont les ventes sont moins élevées (revenu allant de 10 000 \$ à 250 000 \$), on trouve des exploitations commerciales qui sont relativement rentables (34%). Plus particulièrement, les exploitations commerciales moyennes présentent le revenu familial le plus élevé, toutes catégories confondues (voir le tableau 2.9A)
- On trouve des exploitations de retraités et des exploitations à faible revenu dans les deux catégories, y compris parmi les grandes exploitations

Tableau 2.8
Répartition des exploitations agricoles selon la typologie et la catégorie de revenu (2004)



* Revenu familial total inférieur à 35 000 \$

** Toutes les exploitations, à l'exception de celles dont le revenu est inférieur à 10 000 \$

Source : Statistique Canada, EFF et données d'AAC

Données sur la typologie des exploitations agricoles : 2004

Tableau 2.9A

Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses (B)	Paiements du gov. (C)	Revenu net d'exploit. (D = A - B)	Revenu agricole net d'exploit. (E = D - C)	Revenu d'appoint (F)	Revenu familial agricole (G = D + F)
De 10 000 \$ à 249 999 \$	Retraités (p)	11 526	71 098	52 531	7 936	18 568	10 631	45 270	63 838
	Agrément	17 576	25 158	30 822	3 185	-5 664	-8 849	91 489	85 825
	Petite	5 462	27 710	20 265	4 390	7 446	3 056	37 471	44 917
	Moyenne	13 426	71 754	60 251	8 908	11 504	2 595	61 637	73 140
	Grande	21 899	166 241	124 425	17 825	41 816	23 991	40 509	82 325
	Faible revenu* (p)	51 001	67 929	76 843	9 373	-8 915	-18 287	15 708	6 793
	Total		120 889	78 430	72 055	9 590	6 375	-3 216	40 121
250 000 \$ et plus	Retraités (g)	1 648	587 300	468 445	41 463	118 855	77 392	31 305	150 160
	Plus grande	16 403	346 752	262 190	28 095	84 563	56 468	32 298	116 861
	Très grande	12 208	1 156 516	934 843	61 647	221 673	160 026	24 007	245 680
	Faible revenu* (g)	5 780	616 314	693 120	46 270	-76 805	-123 075	14 327	-62 479
	Total		36 039	675 290	568 593	42 987	106 696	63 709	26 562

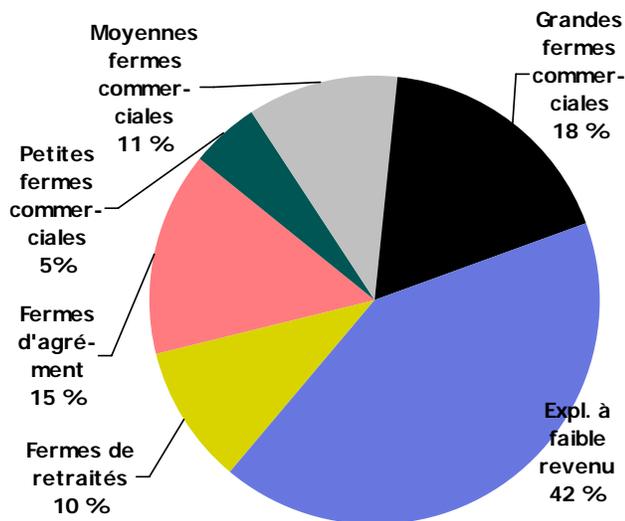
* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 \$

** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement (C)

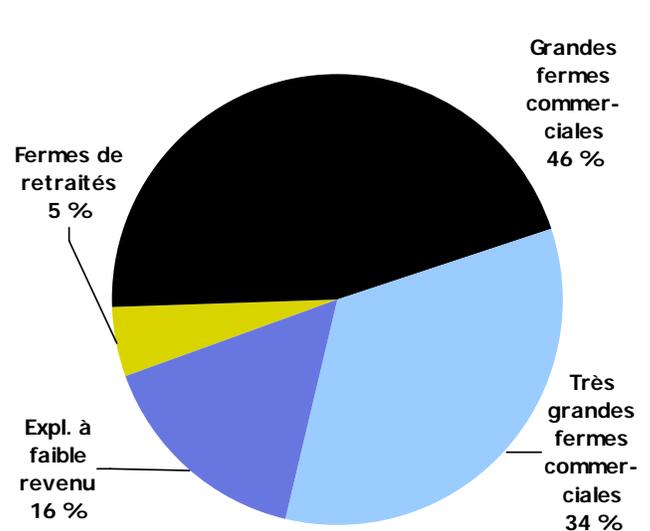
Source : EFF 2005

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie

De 10 000 \$ à 249 999 \$



250 000 \$ et plus



Données sur la typologie des exploitations agricoles : 2003

Tableau 2.9B

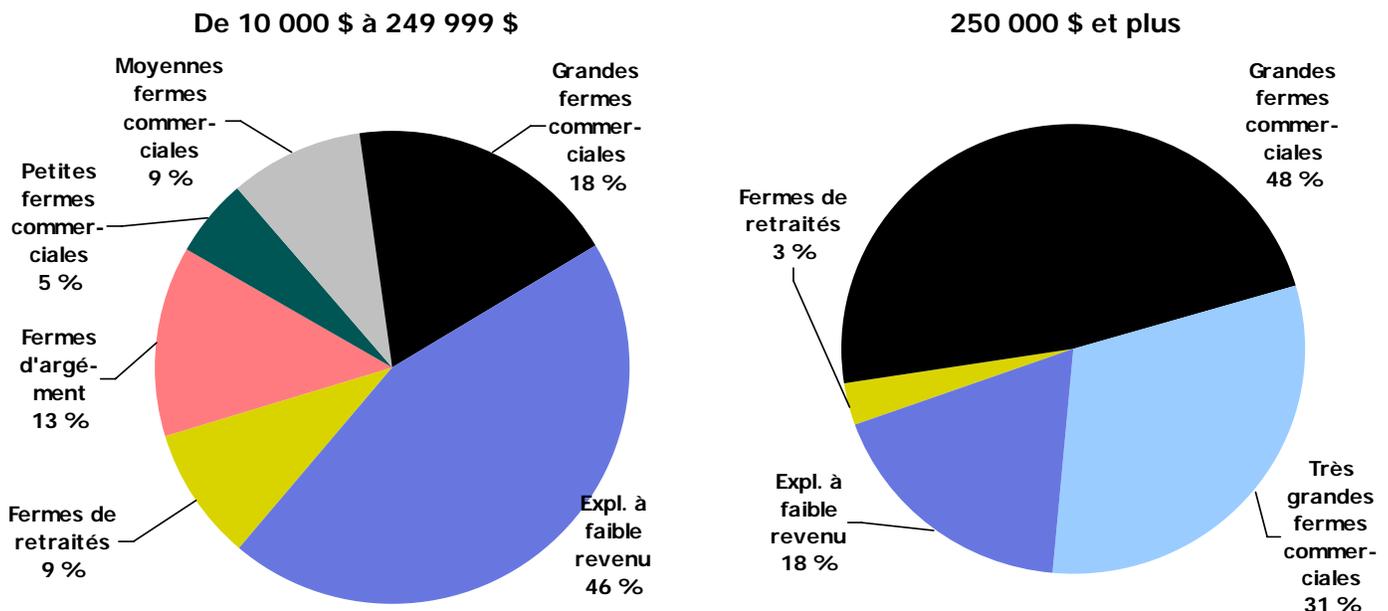
Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses (B)	Paiements du gov. (C)	Revenu net d'exploit. (D = A - B)	Revenu agricole net d'exploit. (E = D - C)	Revenu d'appoint (F)	Revenu familial agricole (G = D + F)
De 10 000 \$ à 249 999 \$	Retraités (s)	11 380	68 687	50 931	10 272	17 756	7 484	49 610	67 365
	Agrément	16 598	23 356	29 295	2 557	-5 939	-8 496	92 237	86 298
	Petite	6 488	28 422	22 739	3 416	5 683	2 267	36 950	42 632
	Moyenne	11 775	72 087	59 945	10 588	12 142	1 554	59 906	72 048
	Grande	23 117	164 744	122 117	18 549	42 627	24 078	34 179	76 806
	Faible revenu* (p)	56 381	67 467	77 832	8 770	-10 366	-19 136	15 702	5 337
	Total		125 739	78 057	72 614	9 777	5 442	-4 335	37 507
250 000 \$ et plus	Retraités (g)	1 159	609 236	435 747	45 423	173 489	128 066	35 297	208 786
	Plus grand	16 653	344 667	264 208	28 718	80 459	51 741	22 139	102 597
	Très grand	11 051	1 179 311	973 053	59 815	206 258	146 444	27 225	233 484
	Faible revenu* (g)	6 245	697 837	788 481	51 921	-90 644	-142 565	12 988	-77 656
	Total		35 107	678 942	586 248	43 185	92 694	49 509	22 547

* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 \$

** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement (C)

Source: EFF 2004

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie



Données sur la typologie des exploitations agricoles : 1999

Tableau 2.9C

Catég. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses (B)	Paiements du gov. (C)	Revenu net d'exploit. (D = A - B)	Revenu agricole net d'exploit. (E = D - C)	Revenu d'appoint (F)	Revenu familial agricole (G = D + F)
De 10 000 \$ à 249 999 \$	Retraités (s)	10 313	69 609	44 987	4 979	24 621	19 642	36 986	61 608
	Agrément	13 118	26 291	25 930	1 509	361	-1 148	86 652	87 013
	Petite	7 346	28 861	20 967	1 705	7 894	6 189	35 330	43 223
	Moyenne	14 605	71 065	51 563	4 379	19 501	15 123	40 963	60 465
	Grande	29 483	162 469	116 091	8 052	46 378	38 325	25 222	71 600
	Faible revenu* (p)	64 698	68 555	67 569	3 605	986	-2 619	12 102	13 088
	Total		139 563	82 673	68 109	4 430	14 564	10 134	27 963
250 000 \$ et plus	Retraités (g)	908	561 872	439 004	10 691	122 868	112 177	65 667	188 535
	Plus grand	15 597	339 845	246 651	17 477	93 194	75 717	17 256	110 449
	Très grand	9 133	1 161 841	942 187	26 893	219 654	192 761	33 674	253 328
	Faible revenu* (g)	5 004	544 963	588 398	21 010	-43 434	-64 444	9 766	-33 668
	Total		30 642	624 925	515 474	20 659	109 451	88 792	22 360

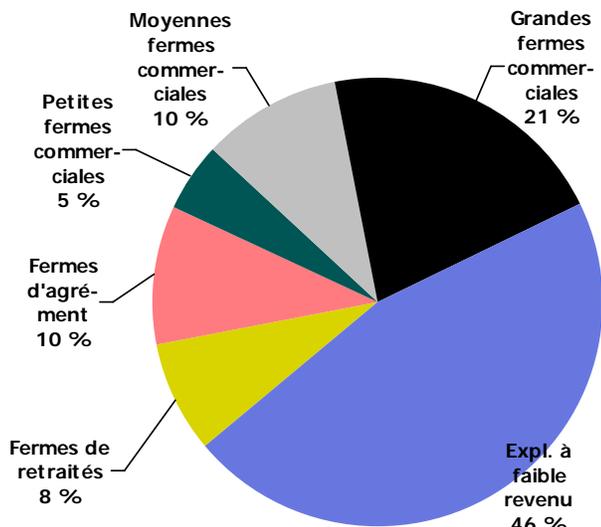
* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 \$

** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement (C)

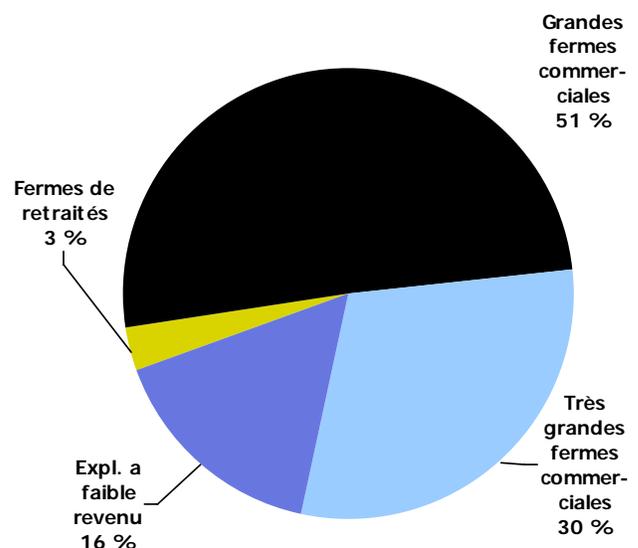
Source : EFF 2000

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie

De 10 000 \$ à 249 999 \$



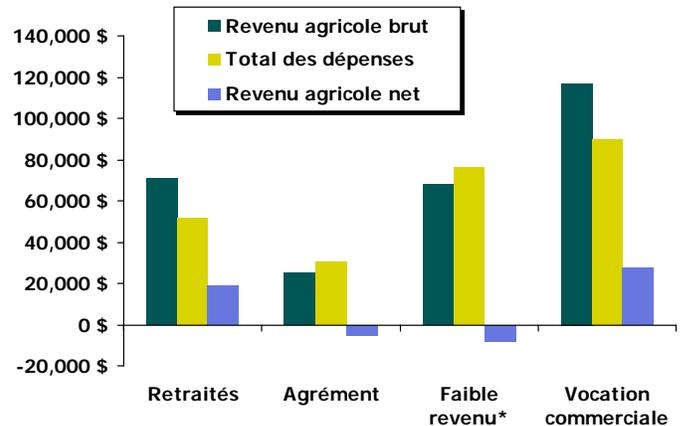
250 000 \$ et plus



Le revenu agricole varie selon la typologie au sein de la même catégorie de ventes

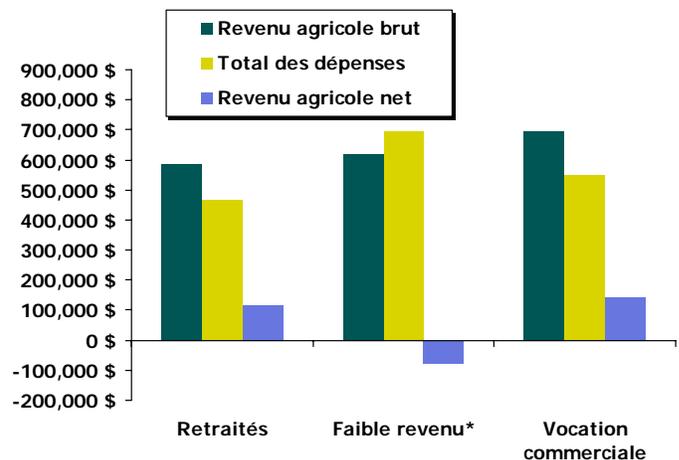
- La moyenne des revenus nets d'exploitation ayant généré des revenus de moins de 250 000\$ en 2004 était de 6 375 \$. Les exploitations dont le revenu s'élevait à plus de 250 000 \$ affichaient, elles, un revenu net d'exploitation moyen de 106 696 \$ pour la même période
- Les exploitations de retraités, quelle que soit la catégorie de ventes, présentent un revenu agricole net positif. En fait, les exploitations dont les ventes s'élèvent à plus de 250 000 \$ touchent un des revenus d'exploitation nets les plus élevés parmi toutes les exploitations
- Les fermes d'agrément et les exploitations à faible revenu ont indiqué des pertes agricoles en 2004

Tableau 2.10
Moyenne des revenus et dépenses selon la typologie pour la catégorie de ventes 10 000 - 249 999 \$ (2004)



Sources: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

Tableau 2.11
Revenu moyen et dépenses selon la typologie pour la catégorie de ventes 250 000 \$ et plus (2004)



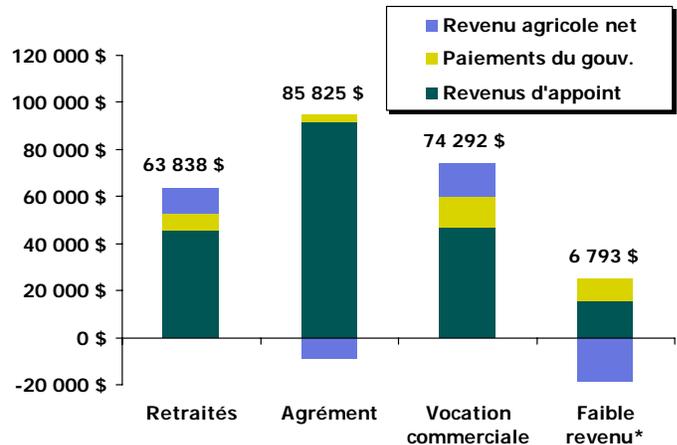
* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 \$

Sources : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

Les familles agricoles diversifient leurs sources de revenu à divers degrés

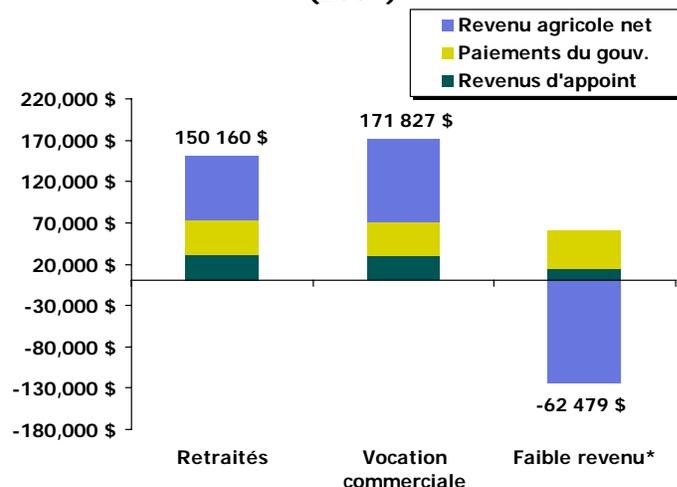
- Pour les petites exploitations agricoles, une grande part du revenu des familles d'exploitants agricoles proviennent de revenus d'appoint
- Les revenus d'appoint représentent une plus grande part du revenu total des exploitations de retraités et les fermes d'agrément touchant un faible revenu
- De toutes les exploitations, ce sont les fermes d'agrément qui touchent les plus importants revenus d'appoint
- Les exploitations à faible revenu de la catégorie de ventes allant de 10 000 \$ à 249 999 \$ indiquent un revenu agricole négatif, mais leur revenu familial total demeure positif. Ils représentent de 42 à 46 % des exploitations agricoles de cette catégorie de ventes et de 36 à 41 % du total des fermes peu importe l'année
- Les petites exploitations de retraités dépendent du revenu de pension, mais présentent un revenu agricole positif
- Pour ce qui est des exploitations dont les ventes sont élevées, une plus grande partie du revenu familial provient des activités agricoles
- Peu importe l'année, les exploitations à faible revenu représentent de 16 à 18 % des exploitations de la catégorie de ventes correspondant à 250 000 \$ et plus

Tableau 2.12
Ventilation moyenne du revenu familial total selon la typologie pour la catégorie de ventes 10 000 \$ - 249 999 \$ (2004)



Source: Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

Tableau 2.13
Ventilation moyenne du revenu familial total selon la typologie pour la catégorie de ventes 250 000 \$ et plus (2004)



* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 \$

Sources : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

L'analyse de la tranche supérieure et la tranche inférieure de 20 % des exploitations agricoles peut aider à cerner les facteurs expliquant les écarts de revenu

- La base de données du CSRN suit l'évolution des mêmes exploitations agricoles au fil des ans
- Les exploitants des tranches supérieure et inférieure sont déterminés ainsi : on classe les fermes selon les marges d'exploitation moyennes et on prend les quintiles supérieur et inférieur (20 %)
- La tranche supérieure de 20 % des grandes exploitations de céréales et d'oléagineux des Prairies génère invariablement des revenus marchands nets positifs
- La tranche inférieure de 20 % des grandes exploitations de céréales et d'oléagineux réalise invariablement des revenus nets de marché négatifs

Tableau 2.14A
Revenu net moyen des grandes* exploitations de céréales et d'oléagineux du Canada (1998-2002)

Tranche supérieure de 20 % des fermes

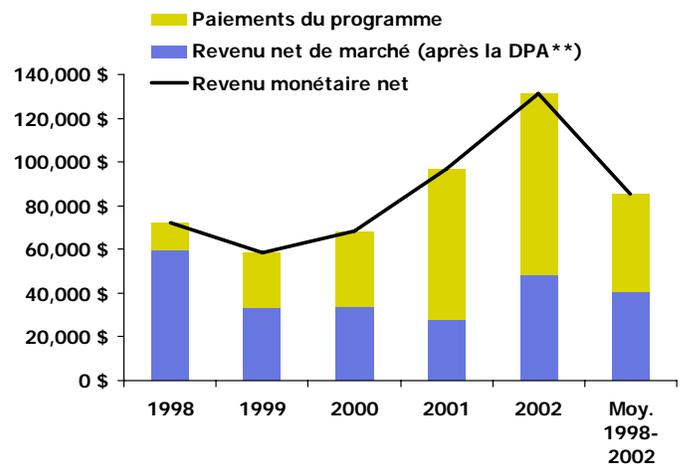
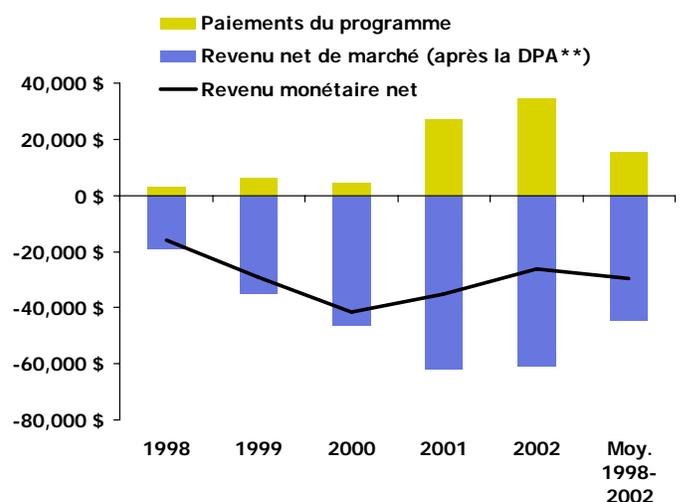


Tableau 2.14B
Revenu net moyen des grandes* exploitations de céréales et d'oléagineux du Canada (1998-2002)

Tranche inférieure de 20 % des fermes



* Les grandes exploitations agricoles sont celles dont le revenu se situe entre 100 000 \$ et 499 999 \$

** La DPA est la déduction pour amortissement

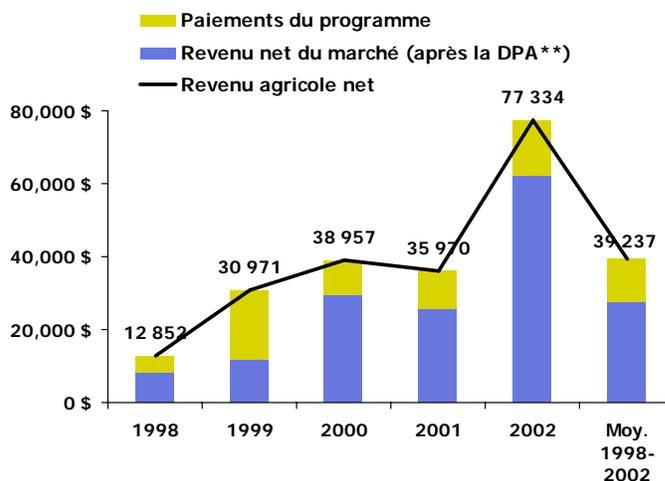
Sources : Base de données de la NISA et données d'AAC

La situation des meilleurs et des pires exploitants est similaire dans toutes les provinces et pour tous les types d'exploitations agricoles

- Par exemple, la tranche supérieure de 20 % des exploitations de pommes de terre du Nouveau-Brunswick rapporte invariablement des revenus agricoles nets positifs

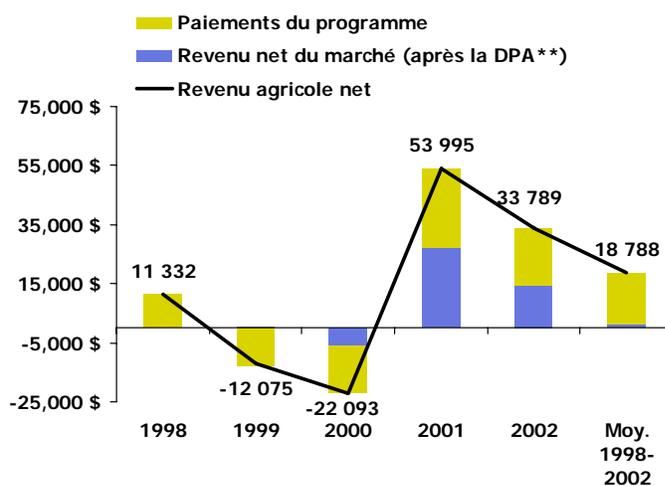
Tableau 2.15
Revenu net des exploitations de pommes de terre du Nouveau-Brunswick*, (1998-2002)

Tranche supérieure de 20 % des fermes



- Par contre, les exploitants de la tranche inférieure de 20 % ont connu une plus grande variabilité de leur revenu agricole net

Tranche inférieure de 20 % des fermes



* Ces exploitations agricoles sont celles dont le revenu se situe entre 250 000 \$ et 499 999 \$

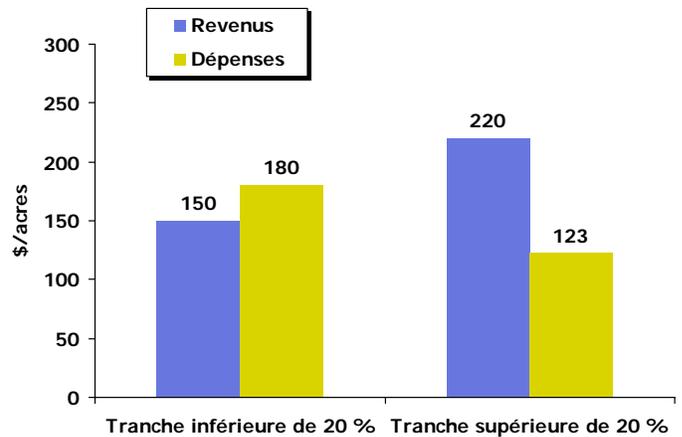
** La DPA est la déduction pour amortissement

Sources : Base de données de la NISA et données d'AAC

Les exploitants de la tranche inférieure encourent invariablement des coûts plus élevés que les exploitants de la tranche supérieure

- Pour les grandes exploitations de céréales et d'oléagineux des Prairies, les exploitants de la tranche inférieure encourent invariablement des coûts plus élevés que les exploitants de la tranche supérieure, peu importe l'année examinée
- Une analyse plus poussée est nécessaire pour déterminer si ces différences sont attribuables à l'emplacement géographique ou à la productivité

Tableau 2.16
Revenus et dépenses des grandes exploitations commerciales de céréales et d'oléagineux des Prairies (2004)

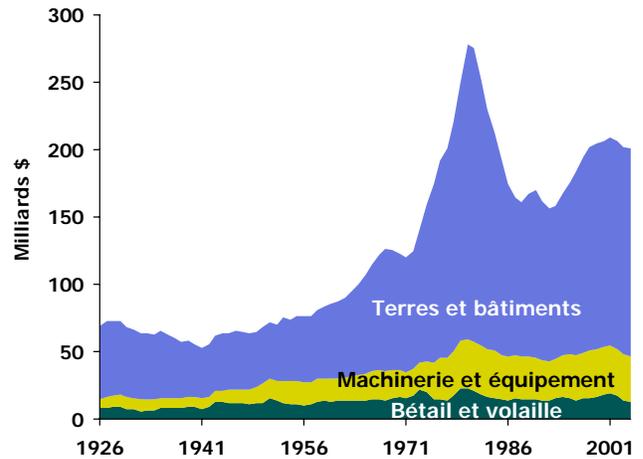


Sources : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC

Alors que les revenus agricoles ont diminué, la valeur des actifs agricoles a connu une hausse au fil des ans

- Au fil du temps, la valeur des terres et des bâtiments agricoles au Canada a augmenté

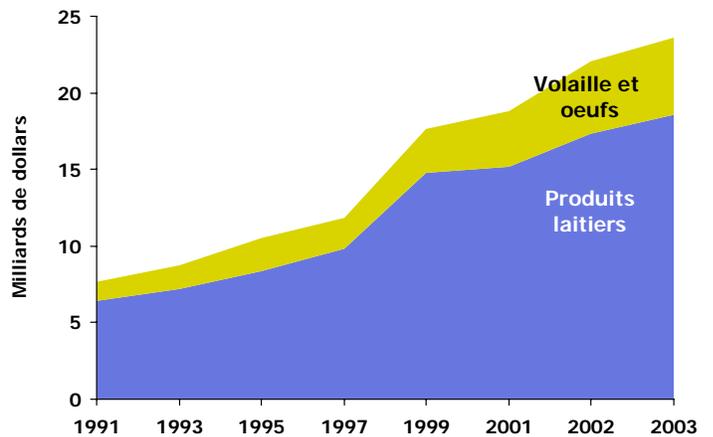
Tableau 2.17
Valeur totale de l'actif agricole au Canada (1926 à 2004)



Source : Statistique Canada

- La valeur des quotas de volaille, de produits laitiers et d'ovoproduits a également augmenté au fil du temps

Tableau 2.18
Valeur moyenne des quotas de volaille, de produits laitiers et d'ovoproduits au Canada (1991 - 2003)

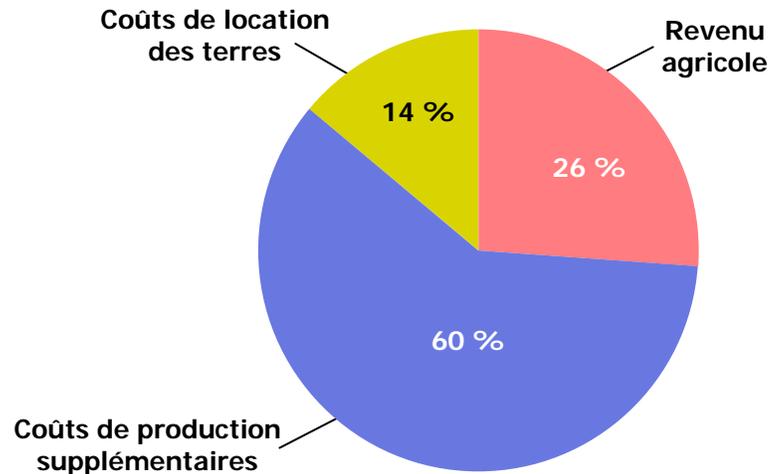


Source : Données d'AAC

Des études indiquent que les programmes du gouvernement sont capitalisés à divers degrés dans la valeur de l'actif

- Des études de l'OCDE révèlent que le soutien gouvernemental comme celui lié aux prix des extrants fait grimper le prix des intrants et des terres au lieu de faire grimper le revenu agricole

Tableau 2.19
Répartition des paiements de soutien du gouvernement dans les pays de l'OCDE
Soutien au prix des extrants*



* Le soutien au prix des extrants correspond à des paiements budgétaires versés aux agriculteurs selon l'extrait qu'ils produisent
Source : OCDE

Section 3

**Occasions d'améliorer la
capacité concurrentielle
grâce à la croissance de la
productivité et à
l'innovation**



Résumé

- La rentabilité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire peut être augmentée par l'intermédiaire de l'augmentation du prix des extrants, la diminution du prix des intrants et l'amélioration de la productivité
- L'amélioration de la productivité dépend des investissements dans la R-D, les innovations et l'infrastructure publique, de l'élimination des obstacles réglementaires et de l'amélioration des compétences ainsi que de la qualité de la main-d'œuvre
- Les investissements dans la R-D et l'innovation en matière de transformation des aliments au Canada sont plus faibles que dans d'autres industries de fabrication et inférieurs à d'autres pays
- De nouveaux débouchés sont créés pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire en raison de la hausse de la demande des produits traditionnels provenant des pays en développement, comme l'Inde, et des nouveaux produits à forte valeur ajoutée provenant des marchés des pays développés, où les consommateurs sont prêts à payer davantage pour des caractéristiques de qualité

La meilleure façon d'accroître les profits réside dans l'amélioration de la productivité

Il existe trois façons d'accroître les profits :

1. Par l'augmentation des prix des extrants

- ❖ La plupart des prix des extrants agricoles sont établis sur les marchés mondiaux, alors la capacité d'un petit pays d'avoir une influence est limitée
- ❖ La réforme du commerce pourrait avoir une incidence
- ❖ Les produits à valeur ajoutée plus chers peuvent offrir certains débouchés importants à l'avenir

2. Par la baisse des prix des intrants

- ❖ Influence limitée car bon nombre de ces prix sont fixés sur les marchés mondiaux ou à l'extérieur de l'agriculture
 - Les règlements peuvent avoir une incidence sur le prix des intrants
- ❖ Les politiques de soutien gouvernementales peuvent accidentellement accroître les coûts (p. ex. les coûts des terres et les valeurs des quotas)

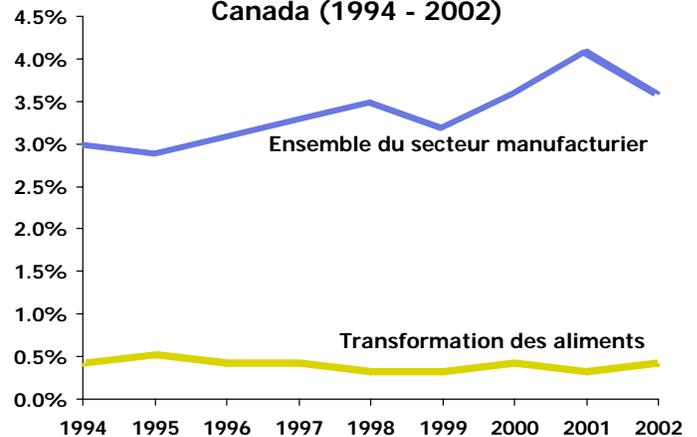
3. Par l'accroissement de la productivité

- ❖ Possibilité de réaliser des gains importants en améliorant les modifications structurelles et l'innovation grâce à :
 - l'augmentation des dépenses des secteurs public et privé dans la RD et l'infrastructure
 - l'élimination des obstacles réglementaires
 - la conception de nouveaux produits pour répondre à l'évolution des demandes des consommateurs et des marchés

La R-D représente un atout majeur à l'innovation et est moindre pour le traitement des aliments que dans les autres industries de fabrication au Canada

- Les investissements du secteur privé dans la RD au sein de l'industrie de la transformation des aliments sont plus faible que dans l'ensemble de la fabrication, lorsqu'on les calcule comme une part de la valeur ajoutée

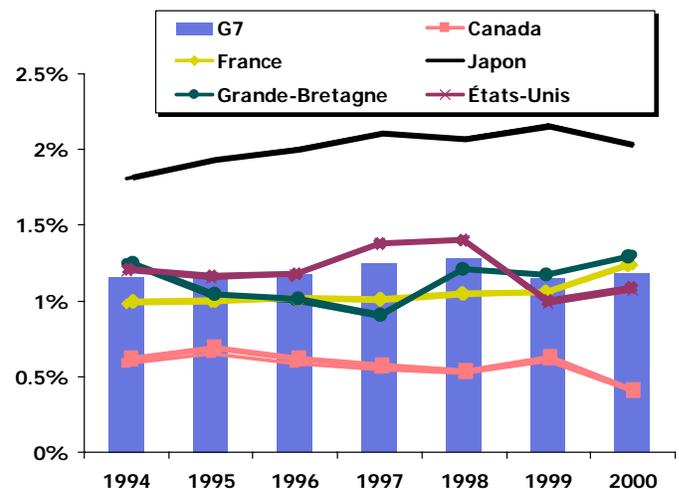
Tableau 3.1
Pourcentage de la R-D* dans le secteur de la transformation des aliments et dans l'ensemble du secteur manufacturier au Canada (1994 - 2002)



Source: Statistique Canada, R-D de l'enquête dans l'industrie canadienne

- Les données de l'OCDE indiquent que les dépenses en R-D du secteur privé pour le traitement des aliments, des boissons et du tabac, calculées comme une part de la valeur ajoutée, sont généralement moindre au Canada comparativement à d'autres importants pays développés

Tableau 3.2
Investissements dans la R-D pour l'industrie* du traitement des aliments, des boissons et du tabac (1994 - 2000)



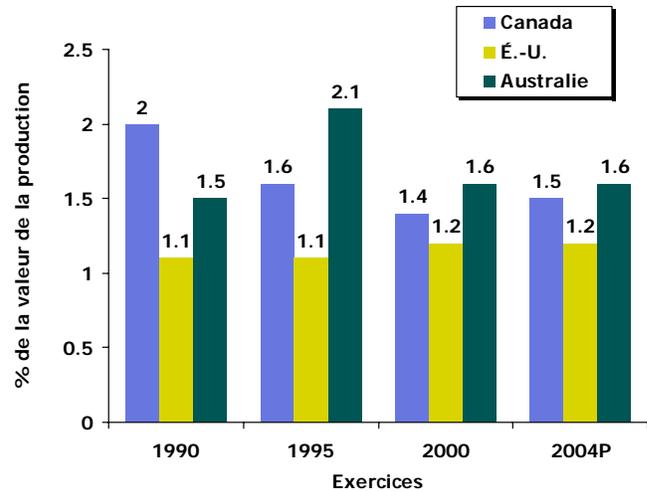
* Les investissements dans la R-D constituent le rapport entre les dépenses dans la R-D et les produits à valeur ajoutée

Source : Indicateurs de la base de données STAN de la DSTI de l'OCDE (2004)

Les investissements dans la R-D et l'infrastructure du secteur public peuvent compléter les investissements du secteur privé visant à améliorer la productivité

- En agriculture, l'investissement du secteur public dans la R-D au Canada a baissé au fil du temps, lorsqu'on le mesure comme une part de la valeur de la production
- Il est prouvé que l'investissement dans l'infrastructure publique est avantageuse pour la croissance de la productivité : des études montrent que, pour chaque dollar versé à l'infrastructure publique, la seule productivité du traitement des aliments a augmenté de 0,03 \$ (Harchaoui T.M. et Tarkhani F., 2003)

Tableau 3.3
Dépenses dans la R-D du secteur public pour l'agriculture primaire à titre de part de la valeur de la production (1990 - 2004P)

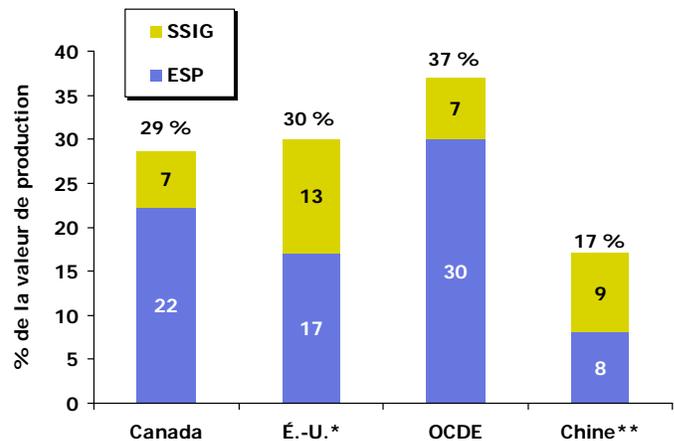


P = Estimations préliminaires
Source : Base de données de l'OCDE

Certains pays dépensent de plus en plus pour le soutien aux services d'intérêt général (SSIG)

- Les dépenses en soutien aux services d'intérêt général (SSIG) comprennent les dépenses du gouvernement dans les domaines de la R-D, de l'inspection, des marchés et de la promotion, dont de nombreuses sont jugées « vertes » par l'OMC
- Des pays comme les États-Unis et la Chine dépensent de plus en plus pour le soutien aux SSIG à titre de part de la valeur de la production alors que le Canada offre moins de ce genre de soutien
- Par contre, les dépenses en R-D comme part du SSIG sont plus élevées au Canada que dans d'autres pays

Tableau 3.4
Soutien aux producteurs et au secteur agricole (moyenne 2002-2004)

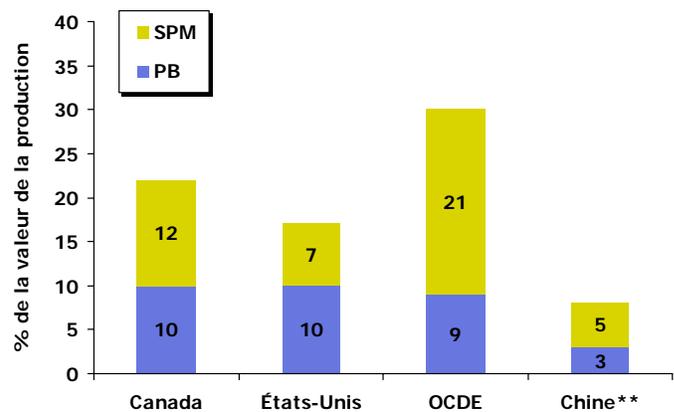


* Includes foodstamps

Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE, suivi et évaluation, 2004

- Les estimatifs de soutien à la production (ESP) sont composés du soutien des prix du marché (SPM) et des paiements budgétaires (PB)
- Le SPM mesure les transferts envoyés aux agriculteurs par l'intermédiaire des politiques de prix intérieures alors que les paiements budgétaires transfèrent de l'argent directement aux agriculteurs. L'ESP n'est pas jugé « vert » par l'OMC et pourrait subir des pressions à l'avenir afin de devenir une forme de soutien de type SSIG

Tableau 3.5
ESP dans le secteur agricole (moyenne 2002-2004)

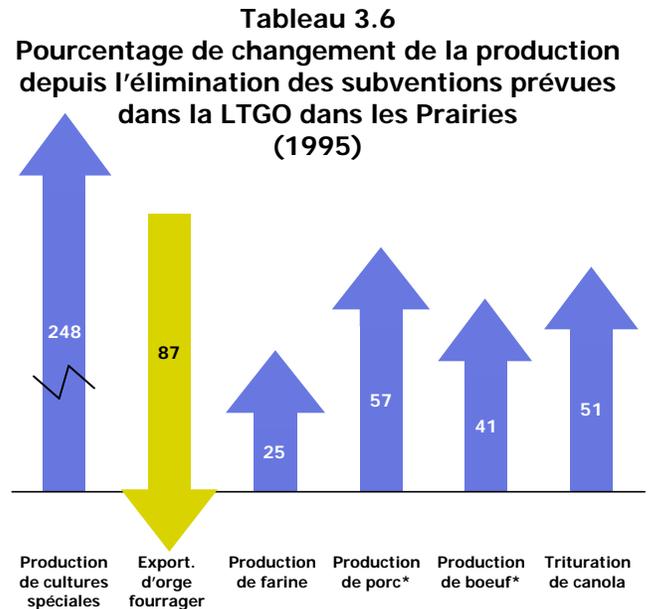


** Moyenne 2002-2003

Source : Base de données de l'OCDE

La réglementation a également une influence importante sur l'innovation et la productivité

- Les modifications réglementaires créent parfois de nouveaux débouchés (p. ex. la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* (LTGO))
- Par exemple, l'élimination de la LTGO a stimulé la diversification et les produits à valeur ajoutée dans les Prairies
- La production de cultures spéciales a également crû en réponse aux développements du marché mondial, à la réduction de la jachère et à la culture sans labours accrue, ce qui signifie que des légumineuses ont été nécessaires pour effectuer une rotation des cultures convenable

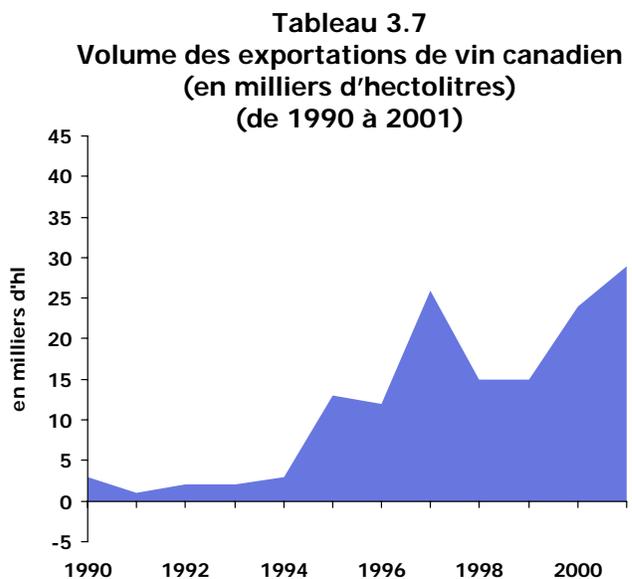


Différence de pourcentage entre la moyenne de 2000 à 2001 par rapport à la moyenne de 1990 à 1995.

* Production de la ferme.

Source : AAC

- Les modifications apportées aux règlements et visant l'application de normes de qualité et la réduction des tarifs à l'importation dans l'industrie du vin ont mené à une transformation de l'industrie du vin en Ontario ainsi qu'en Colombie-Britannique et à une augmentation des exportations de vin

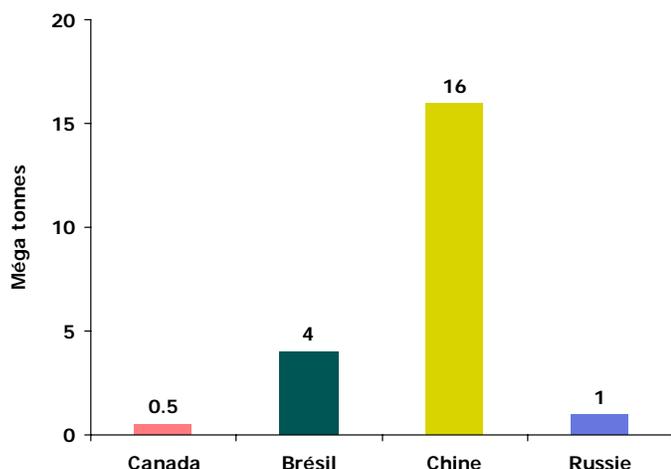


Source : Anderson et Norman, 2003

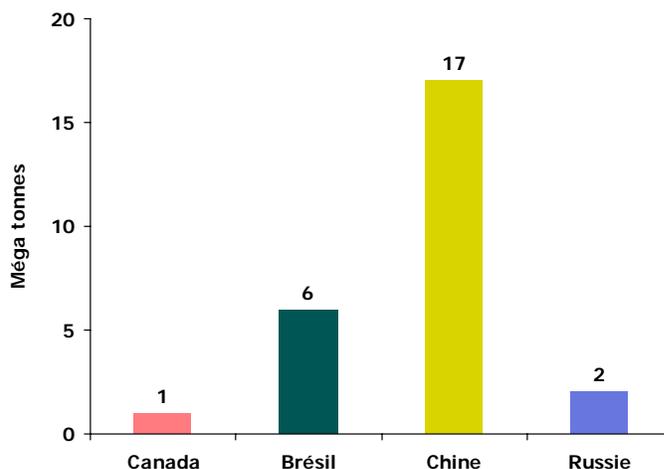
L'amélioration de la productivité permettra au secteur de profiter des débouchés éventuels découlant de l'accroissement de la demande de produits traditionnels des économies en développement

Tableau 3.8

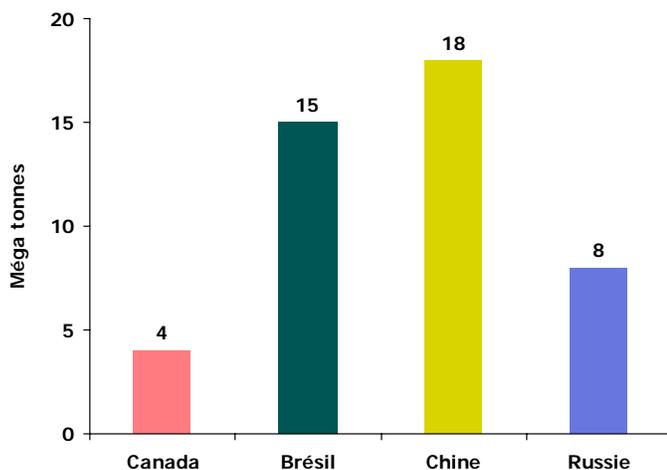
Augmentation prévue de la consommation de viande (mt), 2004-2014



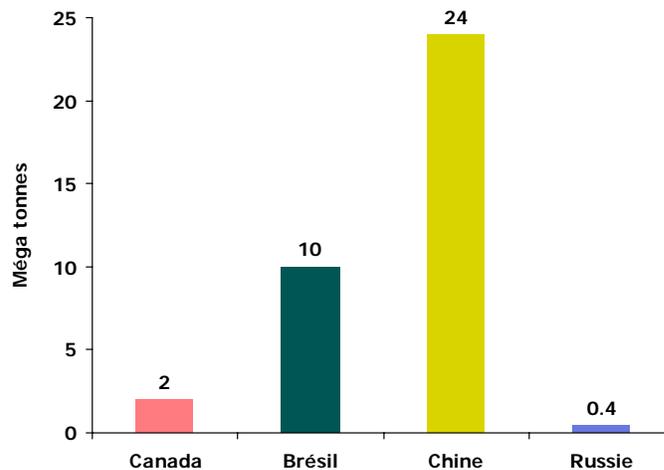
Augmentation prévue de la consommation de produits laitiers (mt), 2004-2014



Augmentation prévue de la consommation de céréales (mt), 2004-2014



Augmentation prévue de la consommation d'oléagineux (mt), 2004-2014

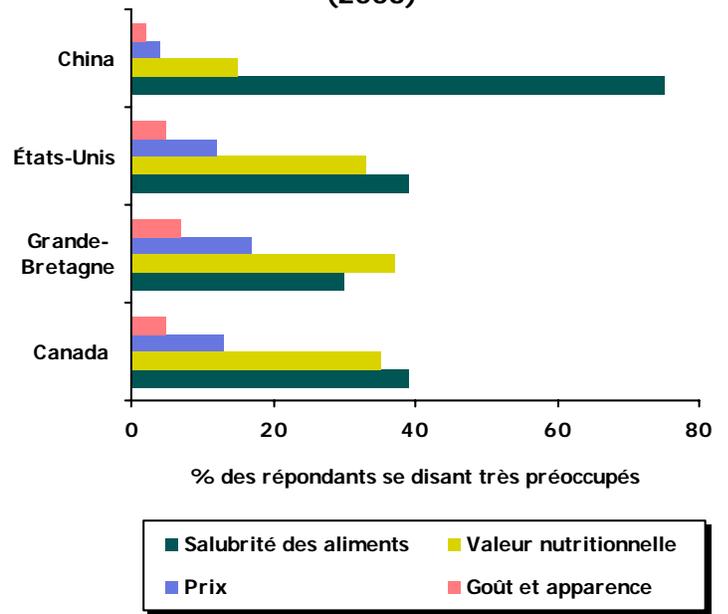


Source : OCDE

Il y aura également des débouchés pour le secteur afin de réagir aux demandes changeantes des consommateurs à la recherche de caractéristiques de qualité

- Un nombre croissant de consommateurs partout dans le monde accorde de l'importance à la salubrité et à la qualité des aliments avant de se soucier de prix

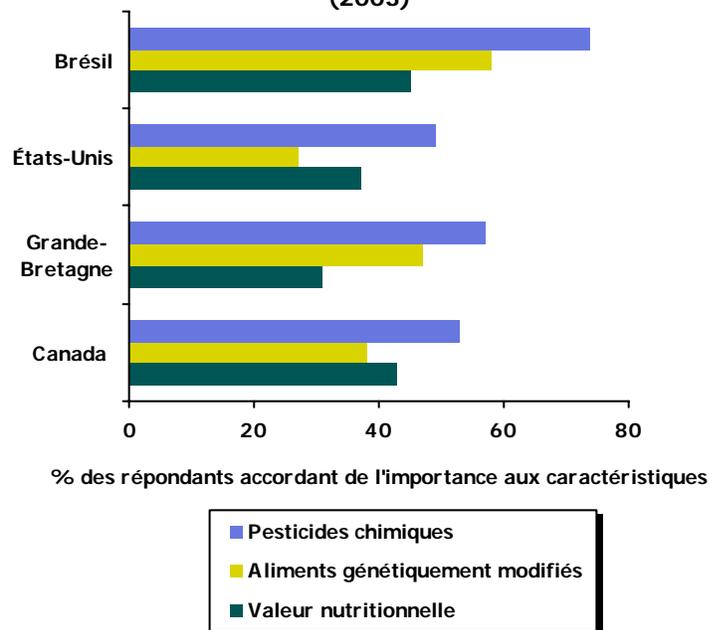
Tableau 3.9
Questions préoccupantes relatives aux aliments (2003)



Source : Globescan 2003

- De nombreux consommateurs recherchent des aliments présentant des caractéristiques de qualité comme les produits biologiques, non génétiquement modifiés, sains et écologiques

Tableau 3.10
Importance accordée aux diverses caractéristiques des aliments par pays (2003)



Source : Globescan 2003

Des débouchés proviennent de la mise au point de nouvelles technologies qui créent de nouvelles utilisations pour les produits

- Éthanol, biodiesel
- Soja 20/20 et lin 2015
- Aliments fonctionnels et nutraceutiques
- Matériaux de construction comme le carton paille
- Fractionnement du blé, triticale
- Bioplastiques et bioraffineries
- Ces produits exigent que l'on investisse dans des technologies novatrices et que l'on puisse les commercialiser
- Pour profiter de ces débouchés, il faudra peut-être que l'industrie modifie certains règlements
- De plus amples recherches permettront de fournir un complément d'information à ce sujet